



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale
du Trésor

**Europe centrale
& pays baltes**

Veille régionale
du pôle

Développement durable

Janvier 2025

Sommaire

Focus – situation géopolitique	3
La Pologne prend la présidence du Conseil de l'Union européenne pour un semestre	3
L'UE adopte son 15^{ème} paquet de sanction.....	3
Fin du transit de gaz russe via l'Ukraine	3
Sortie du pétrole russe en Europe centrale	4
Autres faits saillants	5
POLOGNE	5
HONGRIE.....	8
TCHÉQUIE	10
SLOVAQUIE.....	14
LITUANIE	16
LETTONIE	18
ESTONIE	19
Agenda	20

Focus – situation géopolitique

La Pologne prend la présidence du Conseil de l'Union européenne pour un semestre

A compter du 1^{er} janvier 2025, la Pologne a la présidence du Conseil de l'UE. Son unique priorité - la sécurité - est déclinée dans tous les domaines: défense, migrations, lutte contre la désinformation, notamment en matière de changement climatique, sécurité des affaires, énergie, santé et alimentation.

Sur le plan de l'environnement et du climat, la Pologne mettra l'accent sur l'adaptation au changement climatique, aux enjeux de sécurité afférant et à la lutte contre la désinformation climatique. En matière de transports, la Pologne mettra l'accent sur le renforcement de la compétitivité, la sécurité et la résilience du secteur. En matière d'énergie, la Pologne portera les enjeux i) du soutien à l'Ukraine, ii) de sécurité, par la sortie des dépendances énergétiques face à la Russie et iii) de compétitivité.

Lors de sa présidence, la Pologne sera notamment en charge de la préparation de la position UE pour finalisation de la COP16.2 sur la biodiversité (Rome, février 2025), ainsi que des négociations sur la contribution directe nationale (CDN) de l'UE pour la prochaine COP Climat.

L'UE adopte son 15^{ème} paquet de sanction

Le 17 décembre 2024, les Etats membres de l'UE se sont accordés sur un 15^{ème} paquet de sanctions contre la Russie qui vise principalement la « flotte fantôme » de pétroliers russes. Cette flotte a permis à la Russie de contourner le plafonnement du prix de vente du pétrole russe acheminé par tankers européens décidé lors du 8^{ème} paquet de sanction en décembre 2022. Au total, l'UE a ciblé 52 nouveaux navires de la flotte fantôme russe, qui ne pourront plus accéder aux ports de l'Union européenne. En juin 2024, 27 navires avaient déjà été visés par ces restrictions lors de l'adoption du 14^{ème} paquet de sanctions, qui avait également interdit le transfert de gaz naturel liquéfié (GNL) russe vers des pays tiers depuis les ports européens.

Un 16^{ème} paquet de sanctions pourrait être adopté avant le 24 février 2025, date du troisième anniversaire de la guerre à grande échelle lancée par la Russie contre l'Ukraine.

Fin du transit de gaz russe via l'Ukraine

L'accord de transit gazier entre l'Ukraine et la Russie, signé en décembre 2019, a pris fin le 31 décembre 2024. Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, avait rejeté dès août 2024 l'éventualité de renouveler cet accord, signé avant le déclenchement de la guerre d'agression russe contre l'Ukraine. Alors que les importations de gaz russe représentaient 45% des importations de gaz de l'UE en 2021, celles-ci atteignaient 18% en 2024 (+14,3% par rapport à 2023). Un tiers de ces importations russes est acheminé par gazoduc via l'Ukraine et alimente entre autres la Slovaquie et la République tchèque. Un autre tiers est acheminé par le gazoduc Turkstream, qui alimente principalement la Hongrie pour sa partie européenne depuis 2021. Enfin, le dernier tiers est issu d'importations de gaz naturel liquéfié (GNL) russe.

La Slovaquie, pour laquelle il s'agissait de la principale route d'approvisionnement en gaz, a accusé l'Ukraine de mettre en péril l'approvisionnement gazier de l'Europe. La recherche d'un accord diplomatique, par le Premier ministre slovaque, pour renouveler le transit gazier, n'a pas abouti. Il s'était rendu à Moscou le 24 décembre 2024 pour rencontrer Vladimir Poutine et a notamment proposé d'accueillir des pourparlers de paix entre l'Ukraine et la Russie en Slovaquie. Il a également menacé l'Ukraine de couper son approvisionnement en électricité en provenance de Slovaquie lors des pannes d'électricité en Ukraine : en réponse, la Pologne a offert à l'Ukraine de participer à son approvisionnement en électricité¹. L'Ukraine avait menacé en retour de couper l'approvisionnement pétrolier de la Slovaquie provenant par l'oléoduc Droujba.

¹ [Poland prepared to increase energy exports to Ukraine in place of Slovakia, Bloomberg reports](#)

La sécurité énergétique de la Slovaquie n'est pour autant pas menacée. Sa consommation domestique s'établit à 4,5 Mds m³ en 2024 – alors que le transit de gaz tuyau de Russie vers l'Europe occidentale par la Slovaquie est en chute constante, soit 16 Mds m³ en 2023 contre 60 Mds m³ dans les années 2010, bien loin de la capacité du réseau de 90 Mds m³/an. D'une part, le pays dispose d'importants réservoirs (3,44 Mds m³ sur le territoire slovaque et 0,65 Md m³ sur le territoire tchèque) remplis à 72,5 % au 6 janvier. D'autre part, la Slovaquie est interconnectée avec tous ses voisins. La principale société de gaz, la société publique SPP, a rappelé ses accords commerciaux de diversification pour l'achat de gaz non russe conclus avec BP, Exxon Mobil, Shell, Eni et RWE. « Le gaz naturel peut donc être transporté depuis n'importe quelle provenance » a expliqué SPP qui mentionne respectivement le gazoduc en provenance d'Allemagne via l'Autriche ou la République tchèque, le gazoduc TurkStream à travers la Turquie, la Bulgarie, la Serbie et la Hongrie et les infrastructures de transport via la Croatie ou l'Italie en passant par l'Autriche. En effet, depuis le 1^{er} janvier, selon les statistiques d'Eurostream, la consommation slovaque est alimentée par des flux en provenance des réservoirs slovaques et du gazoduc reliant la Slovaquie à la Hongrie. Le gestionnaire de réseau gazier en Slovaquie, Eurostream, longtemps profitable (264 M€ en 2022) a généré sa première perte en 2023 (-12,6 M€).

Le ministre tchèque Lukáš Vlček a proposé à la Slovaquie des capacités supplémentaires de transport et de stockage de gaz pour pallier la fin du transit gazier via l'Ukraine, tant pour la saison de chauffage actuelle qu'à long terme. Dans une lettre adressée à Denisa Saková, ministre slovaque de l'Économie, il a mis en avant la capacité suffisante du système de transport tchèque et l'impact positif de la suppression de la redevance de stockage allemande. L'infrastructure gazière nationale, gérée par Net4Gas, serait prête à livrer immédiatement, avec une capacité maximale de 1200 GWh/jour, bien supérieure aux besoins estimés de la Slovaquie (150-200 GWh/jour). Plus d'information : communiqué du [MPO](#), article [Ceské Noviny](#).

La Hongrie n'est affectée que de façon marginale, car l'essentiel du gaz russe qu'elle achète arrive par le gazoduc Turkstream, qui contourne l'Ukraine.

Sortie du pétrole russe en Europe centrale

La République tchèque a annoncé en novembre 2024 qu'elle pourrait se passer du pétrole russe au second semestre 2025, ce qui a poussé le gouvernement tchèque à ne prolonger que de six mois sa dérogation sur l'embargo européen relatif aux importations de pétrole russe décidé en décembre 2022. En représailles, la Russie a coupé son approvisionnement en pétrole vers la République tchèque pendant deux jours entre le 5 et le 7 décembre 2024. La Hongrie et la Slovaquie ont en revanche annoncé vouloir étendre cette dérogation plus longtemps.

Pour remplacer le pétrole russe, la République tchèque compte sur une augmentation de son approvisionnement en provenance d'Allemagne grâce à la modernisation de l'oléoduc translapin (TAP) reliant l'Italie à l'Allemagne. Le TAP est désormais relié à l'oléoduc IKL (Ingolstadt-Kralupy-Litvinov) qui relie l'Allemagne à la République tchèque et sera désormais la principale source de pétrole pour la raffinerie tchèque de Litvinov, qui était précédemment alimentée par le pétrole russe de l'oléoduc Droubja.

La Hongrie et la Slovaquie poursuivront les importations de pétrole russe au-delà de 2025. Le 5 décembre 2024, la dérogation octroyée à la raffinerie slovaque Slovnaft (groupe hongrois MOL) pour l'exportation vers la Tchéquie de combustibles et de produits pétroliers fabriqués à partir de pétrole russe a pris fin. Néanmoins, les autorités slovaques ont obtenu une nouvelle prolongation de six mois qui a été approuvée le 16 décembre lors de la réunion du Conseil de l'UE pour les affaires étrangères à Bruxelles.

La Hongrie a notamment justifié sa position au regard des prix du pétrole russe OURAL inférieurs aux cours du pétrole BRENT. Le ministre des Affaires étrangères hongrois, Peter Szijjarto, a également mis en doute les capacités maximales que pourraient apporter l'oléoduc Adria reliant la Croatie et la Hongrie pour subvenir aux besoins énergétiques hongrois (accusations contestées par la Croatie), critiquant dans le même temps des tarifs de transit trop importants imposés par la Croatie. La Slovaquie a aussi exprimé des doutes sur la fiabilité de l'oléoduc Adria pour remplacer les importations de pétrole russe par la voix de son ministre des Affaires étrangères. Enfin, la Hongrie mise encore sur le pétrole russe pour alimenter une extension prochaine de l'oléoduc Droubja vers la Serbie qui relierait Algyo en Hongrie à Novi Sad en Serbie et qui pourrait être opérationnelle en 2026.

Autres faits saillants

POLOGNE

Énergie

Le 11 décembre, le groupe Orlen a annoncé renoncer à la poursuite de son projet Olefin III – plus grand projet pétrochimique européen, en développement depuis 20 ans. Initié par sa précédente direction, le projet aurait vu ses coûts exploser (2 Mds€ en 2018 à son lancement – réestimé à 5,8 Mds PLN en 2023 et 10-12 Mds€ en 2024). Le projet - dont la construction avait déjà commencé - pourrait être reconverti en projet « Nouvelle chimie », correspondant aux investissements réalisés et contractualisés à ce jour (8 Mds€).

- électricité

Du 9 au 17 décembre se sont tenues 7 enchères pour la vente d'électricité provenant de nouvelles sources renouvelables – visant un objectif de contractualisation de 44,6 TWh et d'une valeur de 4 Mds€. Seules 2 de ces enchères ont trouvé preneurs, et la quasi-totalité des projets concernent le photovoltaïque. Au vu du faible nombre d'offres reçues dans les enchères consacrées aux centrales hydroélectriques, aux installations de biogaz agricoles et aux installations de biomasse et de biogaz non agricoles, les 5 autres enchères n'ont pas été attribuées.

- énergies renouvelables

La Banque de l'Economie Nationale (BGK) et Polenergia (société privée détenue par Dominika Kulczyk, femme la plus riche de Pologne) ont signé un contrat de prêt à hauteur de 750 M PLN (170,5 M€) pour la construction de deux fermes éoliennes offshore d'une puissance totale de 1440 MW. Les fonds proviendront du Plan National de Relance et de Résilience (PNRR).

Les 3 premiers projets de ferme éolienne onshore en zone forestière sont en cours de préparation à Zielona Góra et Szczecin. Pour ces projets pilotes, initiés dans le cadre du projet « Forêt de l'énergie » de la direction générale des forêts d'Etat, et portés par Eurowind Energy, la rentabilité est estimée similaire aux projets offshore. Les masts atteindront 250m, soit plus de 50m au-dessus de la couronne boisée. Chaque ferme sera constituée de 10 à 30 éoliennes d'une puissance de 6-7 MW chacune. Les habitants des communes voisines pourront disposer de 10% de la puissance générée ; l'office des forêts bénéficiera quant à lui d'une rente de **30 ans. Selon l'office des forêts, les forêts d'Etat pourraient accueillir de 2000 à 2500 turbines.** *Plus d'informations [ici](#).*

- gaz

L'opérateur du transport du gaz Gaz-System a obtenu le permis de construire pour le terminal GNL flottant dans la baie de Gdańsk. Contrairement au terminal existant à Świnoujście, ce sera un FSRU (unité flottante de stockage et de regazéification) et il devrait être opérationnel dans 3 ans. C'est le premier investissement de ce type en Pologne. Le projet est cofinancé par les fonds européens dans le cadre du programme *Connecting Europe Facility – CEF*.

- chauffage

Le 6 décembre la société PGG et Dalkia Polska Energia ont signé un contrat concernant la construction de l'installation de récupération de la chaleur des eaux de drainage dans la mine Mysłowice-Wesoła. L'installation d'une puissance de 2MW permettra d'utiliser l'énergie géothermique et s'inscrit dans la stratégie de réduction des émissions de CO₂.

- hydrogène

Mi-décembre, le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (NFOŚiGW) a soumis à consultation publique son nouveau programme prioritaire « développement de la capacité de production de l'hydrogène renouvelable ». L'objectif du programme est de soutenir le déploiement à grande échelle de l'hydrogène renouvelable en Pologne. Le cofinancement sera accordé aux investissements dans lesquels la capacité minimale d'installation sera d'1 MW. Le budget du programme s'élèvera à 5 Mds PLN (1,13 Md€) et proviendra du Fonds pour la Modernisation.

Gaz-System, opérateur national chargé du transport du gaz, a publié les résultats de l'enquête « [Carte de l'hydrogène de la Pologne](#) » dont l'objectif était d'analyser 178 projets liés à la production, à la consommation, à la distribution et au stockage de l'hydrogène. Selon ces travaux, la production déclarée d'hydrogène augmentera à partir de 2030 pour atteindre un niveau stable d'1,11 Mt/an dès 2040. La majeure partie des projets se situe dans le nord-ouest du pays. Les données collectées sur la consommation d'hydrogène ont également montré une tendance à la hausse, atteignant 1,27 Mt en 2030 et jusqu'à 2,62 Mt en 2040, la demande la plus forte se situant dans les régions du centre et du sud-ouest. L'enquête montre que la capacité prévue des électrolyseurs en 2030 sera de 5,6 GW, et que la capacité visée en 2050 sera de 9 GW. Par contre, comme l'a rappelé Gaz-System, la stratégie polonaise pour l'hydrogène à l'horizon 2030 prévoit seulement une capacité de 2 GW d'électrolyseurs en 2030.

Le 12 décembre le président Andrzej Duda a signé l'amendement du 21 novembre 2024 à la loi sur l'énergie, introduisant la réglementation du secteur de l'hydrogène et faisant partie d'un paquet législatif défini comme la « constitution » pour l'hydrogène. La loi définit l'hydrogène à faible taux d'émission comme de l'hydrogène renouvelable d'origine biologique, mais aussi comme de l'hydrogène renouvelable d'origine non biologique (RFNBO). Elle introduit également les dispositions concernant les infrastructures, couvrant les réseaux de transport, les réseaux de distribution et les systèmes de stockage. L'amendement signé précise aussi les règles relatives aux concessions liées au stockage de l'hydrogène.

Fin décembre, à Katowice, Orlen a ouvert sa 2ème station publiquement accessible de ravitaillement en hydrogène en Pologne. L'hydrogène renouvelable fourni pour la station est produit dans le site de Włocławek ouvert en 2024. La station de Katowice fait partie du projet *Clean Cities - Hydrogen mobility in Poland*, cofinancé par les fonds européens dans le cadre de l'instrument *CEF Blending Facility* et par NFOŚiGW. D'ici à 2030, le groupe Orlen prévoit de construire un réseau de plus de 100 stations de ravitaillement en hydrogène pour les transports individuels, publics et de marchandises, routiers et ferroviaires, en Pologne, en République tchèque et en Slovaquie.

Le Groupe Polsat Plus et ZE PAK ont mis en service à Konin un électrolyseur de 2,5 MW capable de produire environ 1000 kg d'hydrogène vert par jour. Le projet s'inscrit dans la Stratégie 2023+ du Groupe Polsat qui prévoit la construction de sources de production d'énergie à zéro et à faibles émissions et de l'ensemble de la chaîne de valeur de l'hydrogène. Le Groupe met aussi en place des stations de ravitaillement en hydrogène. Le réseau de stations NESO connaît un développement régulier : on en trouve à Varsovie, à Rybnik, à Gdańsk, à Gdynia, à Lublin et à Wrocław. Les investissements sont réalisés avec un cofinancement de NFOŚiGW.

Environnement

Le 5 décembre, Joanna Piekutowska a été révoquée du poste d'Inspectrice Générale de la Protection de l'Environnement, qu'elle occupait depuis avril 2024. Les motifs de cette démission ne sont pas connus.

- déchets

Le 18 décembre le Président Andrzej Duda a signé l'amendement à la loi relative à la gestion des déchets et des déchets d'emballages, qui prévoit la mise en place d'une consigne à partir du 1er octobre 2025. Pour rappel, le Sénat avait proposé de décaler au 1er janvier 2026 la mise en place du système, mais cette proposition n'a pas été acceptée par la Diète.

- adaptation au changement climatique

Fin décembre le président Andrzej Duda a signé l'amendement à la loi relative à la protection de l'environnement, dont l'objectif majeur est d'introduire l'obligation de **préparation des plans d'adaptation au changement climatique pour les villes de plus de 20 000 habitants**. L'une des composantes des plans sera un concept de verdissement de la ville (augmentation de la surface des espaces verts) et un concept de gestion des eaux pluviales et des eaux de fonte. Les plans doivent être mis à jour tous les six ans.

NFOŚiGW allouera 20 M PLN (4,5 M€) à l'élaboration des plans d'adaptation au changement climatique pour les villes de plus de 20 000 habitants et pour celles entre 15 et 20 000 habitants qui sont capitales de districts. Le financement provient du Programme « Fonds Européens pour les Infrastructures, le Climat et l'Environnement (FEnIKS) 2021-2027 ».

- eau

Le Directeur Général de la Protection de l'Environnement a refusé d'octroyer l'autorisation environnementale pour le projet de construction d'un barrage sur la Vistule à Siarzewo. Selon lui, le rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement de ce projet fourni par l'investisseur – *PGW Wody Polskie* (entité publique sous la tutelle du Ministère des Infrastructures en charge de la gestion de l'eau en Pologne) – était incomplet. Pour rappel, un accord sur la construction d'un barrage à Siarzewo avait été signé en décembre 2017 entre le Ministère de l'environnement, le Ministère de l'Énergie et le Ministère de l'Économie Maritime et de la Navigation Fluviale. Le projet faisait partie du Programme pluriannuel « Aménagement de la Basse Vistule » adopté par le gouvernement Morawiecki en octobre 2023.

- qualité de l'air

NFOŚiGW a annoncé le lancement de la nouvelle édition du Programme « Air Pur » le 31 mars 2025. Désormais, l'achat de chaudières à gaz ne sera plus couvert, et l'exigence d'audit énergétique remplacée par une évaluation in situ par des experts. Enfin, une exigence minimale de performance a été fixée à 120 kWh/m²/an de consommation finale d'énergie.

Infrastructures de transport

- projet CPK

Le 23 décembre la société publique Aéroports Polonais (Polskie Porty Lotnicze – PPL) et la société CPK ont signé une lettre d'intention concernant la réalisation du projet du port central de communication CPK. Conformément à ce document, **la société PPL est devenue le partenaire stratégique du projet, excluant de fait le consortium privé de Vinci Airports et du fonds IFM**, choisi par le gouvernement précédent. Selon l'accord conclu, CPK détiendra 51 % du capital social de CPK.Lotnisko, tandis que PPL en aura 49%. De plus, lors du dernier Conseil des ministres de 2024, le gouvernement a adopté une mise à jour des projets CPK et de lignes de chemins de fer à grande vitesse entre Varsovie, CPK et Łódź. Ceux-ci devraient être opérationnels d'ici la fin 2032, et non en 2028 comme prévu initialement par le gouvernement précédent. Le coût total actualisé du programme CPK jusqu'en 2032 a été estimé à 131,7 Mds PLN (soit 31 Mds€).

Transport

- routier

Le ministre polonais de l'Intérieur a inauguré le 21 décembre un nouveau point de passage de la frontière polono-ukrainienne à Malhowice-Nizankowice, situé à 20 km au sud-est de Medyka.

- ferroviaire

Le 20 décembre Mme Agnieszka Wasilewska-Semail a été nommée présidente de la société PKP Cargo, en restructuration. Pendant plus de 18 ans elle a travaillé dans le secteur bancaire. Elle a été aussi membre du conseil d'administration en charge de l'énergie dans les sociétés du Groupe ENERIS.

Les trains Pendolino fournis par Alstom ont célébré leurs 10 ans en Pologne. Ils sont entrés en service le 14 décembre 2014 avec un premier trajet de Varsovie à Gdynia. Aujourd'hui, Pendolino dispose d'un vaste réseau reliant des villes telles que Varsovie, Cracovie, Wrocław et Katowice. Ces connexions ont non seulement réduit les temps de trajet, mais ont également stimulé la croissance économique et le tourisme.

Alstom Pologne a signé avec OnTrain (plateforme de leasing de locomotives créée par le Fonds Marguerite, Griffin Capital Partners et WBW Invest) deux contrats pour la livraison de 40 locomotives électriques Traxx 3 avec une option pour 20 locomotives supplémentaires. La commande sera produite dans le site d'Alstom à Wrocław.

Olavion, société de location de locomotives détenue par Unimot, a commandé 12 locomotives supplémentaires à Newag. La valeur du contrat s'élève à 224 M PLN (51 M€).

- maritime

La Pologne a amendé la loi sur la prévention de la pollution par les navires en transposant le Règlement 2023/957 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 modifiant le règlement

(UE) 2015/757 afin de prévoir l'inclusion des activités de transport maritime dans le système d'échange de quotas d'émission de l'UE et la surveillance, la déclaration et la vérification des émissions d'autres gaz à effet de serre et des émissions d'autres types de navires.

- aérien

L'aéroport Chopin de Varsovie pourrait desservir 23 M de passagers en 2025, selon les estimations des Aéroports Polonais (PPL). L'extension de l'aéroport commencera en 2026 et devrait se terminer en 2029.

HONGRIE

Énergie

Le groupe MVM a signé un contrat pour l'acquisition de 68% d'E.ON Energie Romania et 98% d'E.ON Asist Complet. La transaction devrait être effective lors du premier semestre 2025. E.ON Energie Romania dessert 3,4 millions de clients en Roumanie tandis qu'E.ON Asist Complet a une assise régionale et propose des services dans l'installation et la maintenance d'infrastructures énergétiques.

- électricité

Une nouvelle loi a été votée afin de renforcer la supervision de l'opérateur du réseau électrique MAVIR sur la production photovoltaïque d'électricité générée par les particuliers. Ceux-ci devront communiquer des informations supplémentaires à MAVIR d'ici à juillet 2027. Selon MAVIR, ce changement facilitera l'équilibrage du réseau électrique.

Le ministère de l'Énergie a lancé un appel d'offres pour des subventions destinées à digitaliser la gestion du réseau électrique. Les opérateurs E.ON, ELMU, MVM et OPUS sont éligibles à des aides de 500 M HUF (1,2 M€) à 12 Mds HUF (28,9 M€).

- gaz

La Commission européenne a validé l'achat de la centrale à gaz de Gönyû par Veolia Environment. La centrale, d'une puissance de 428 MW, était détenue par Uniper Hungary.

- énergies fossiles

La taxe d'accise sur le diesel et l'essence a augmenté de 4,1% depuis le 1^{er} janvier 2025, passant à 158,8 HUF (0,38€) pour l'essence et 148,76 HUF (0,36€) pour le diesel.

MOL a fait une offre pour l'acquisition de la raffinerie de Lukoil située à Burgas, en Bulgarie. MOL est la seule entreprise européenne à avoir fait une offre, mais d'autres compétiteurs internationaux se sont manifestés. La raffinerie est en mesure de raffiner 7 Mt de pétrole brut par an.

- énergies renouvelables

Audi a rappelé près de 5 000 véhicules électriques vendus aux Etats-Unis et au Canada en raison de dysfonctionnements. L'origine de ces problèmes viendrait de défauts dans certaines batteries produites dans l'usine de batteries de Samsung SDI située à Göd.

L'entreprise Kravtex-Kuhne et Volanbusz ont présenté un premier modèle de bus électrique articulé de conception hongroise. Cette version articulée du bus Credobus Electronell est fabriquée à Mosonmagyaróvár ainsi qu'à Győr. Ils disposent d'une batterie de 392 kWh qui leur permet de rouler près de 300 km en une seule charge. 18 bus seront utilisés par Volantbusz durant une phase de test qui débutera l'année prochaine.

MOL a acheté l'entreprise Naperőmű Farm, responsable de la construction d'une centrale photovoltaïque de 66 MW à Ballószög. Le groupe souhaite augmenter la part d'énergies renouvelables dans sa consommation d'électricité et a pour objectif de disposer d'environ 200 MW de capacité installée d'énergies renouvelables en 2026.

Suite à un décret gouvernemental du 31 décembre, plusieurs parcelles situées à proximité de l'usine de Samsung à Göd ont été désignées zones d'investissement. L'acquisition de ces parcelles permettrait à l'entreprise Samsung de s'étendre et d'augmenter sa production, ainsi que d'implanter des panneaux solaires pour répondre à ses besoins en électricité.

Le fonds d'investissement Trustify va financer la construction d'une centrale photovoltaïque d'une capacité de 40 MW à Kiskunhalas. Un module de stockage d'électricité doit également être construit afin d'augmenter la rentabilité financière de l'investissement.

Selon le ministère de l'Énergie, **4 600 entreprises ont soumis un dossier de subvention pour l'achat de véhicules électriques**. Les demandes envoyées totalisent une somme de 21 Mds HUF (50,6 M€), soit les deux tiers du total des fonds disponibles via ce programme, pour l'achat de 5 400 véhicules. BYD se positionne en tête avec 1 300 véhicules vendus, puis viennent Tesla et Volvo avec respectivement 800 et 400 véhicules.

Environnement

MAHU, filiale de MOL en charge de la gestion des déchets, prévoit d'acheter 1 000 camions poubelle. 165 devraient arriver dès 2025, et le solde en 2026 et 2027.

Alteo a acquis Eltex, une entreprise spécialisée dans la gestion des déchets électroniques. Grâce à cette acquisition qui devrait être finalisée prochainement, Alteo compte renforcer sa position dans le secteur des déchets et du recyclage.

2024 a été l'année la plus chaude jamais mesurée en Hongrie. La température moyenne était de 12,9°C, soit 2,1°C de plus que la moyenne entre 1991 et 2020. Le mois de février a été particulièrement clément et les températures relevées étaient 7°C au-dessus de la moyenne. Les 5 années les plus chaudes mesurées l'ont été durant la dernière décennie.

Transport

- ferroviaire

MAV a achevé la rénovation d'une section de 27 km sur la ligne ferroviaire entre Budapest et Miskolc. Cette opération, d'un coût de 18 Mds HUF (43,3 M€), permet aux trains de rouler à des vitesses plus élevées. D'autres travaux de rénovation sont prévus sur cette ligne dans les prochaines années.

- routier

Le Premier ministre Viktor Orban a inauguré un tronçon d'autoroute de 4 km qui relie la ville de Sopron à la frontière autrichienne. Le tronçon comprend notamment un tunnel de 780 m et les coûts totaux des travaux sont estimés à 67,2 Mds HUF (162 M€).

- aérien

Selon le ministre de l'Économie nationale Marton Nagy, **les travaux de construction du troisième terminal de l'aéroport de Budapest commenceront l'an prochain**. Il estime ce développement nécessaire pour accueillir un nombre croissant de touristes dans de bonnes conditions.

Entre janvier et octobre, le nombre de passagers à l'aéroport de Budapest a augmenté de près de 10% en glissement annuel. En octobre, la croissance annuelle était de 19,8%, soit la plus haute mesurée en Europe.

Wizz Air a conclu un accord de dédommagement avec Pratt & Whitney, fabricant des moteurs des Airbus utilisés par la compagnie hongroise. Du fait de microfissures dans certains composants des moteurs, des inspections ont dû être menées, ce qui a réduit la flotte disponible et a obéré l'activité de Wizz Air. La compagnie doit recevoir 50 nouveaux appareils Airbus A321NEOs cette année.

- urbain

Les contrôleurs de tickets et les agents du nouveau service de sécurité de la BKK vont être équipés de caméras corporelles. De nouvelles caméras vont également être installées dans les bus et les trams.

Depuis le 1^{er} janvier, les passagers des trains HEV sont autorisés à prendre avec eux un vélo et un animal de compagnie lors de leurs déplacements dans Budapest. Les passagers des Volanbusz peuvent également voyager avec un animal de compagnie.

TCHÉQUIE

Inondations

Le gouvernement tchèque a approuvé le programme Živel 3, doté de 3,5 Mds CZK (140M€), destiné à soutenir les ménages sinistrés par les inondations. Ce programme alloue des subventions et des prêts à taux réduit, pouvant atteindre 3 M CZK (120 k€), couvrant 20 à 70 % des coûts de reconstruction ou de construction de logements. *Plus d'information : communiqué [MMR](#).*

Quotas d'émission

L'amendement à la Loi sur les quotas d'émission de gaz à effet de serre, entré en vigueur le 27 décembre 2024 et effectif depuis le 1^{er} janvier 2025, introduit le suivi des émissions des carburants dans le Système communautaire d'échange de quotas I (SEQE I). Les fournisseurs devront désormais collecter et transmettre ces données au Ministère de l'Environnement. En revanche, le SEQE II, qui couvre les carburants et le chauffage, en est exclu. Le Sénat a adopté une résolution rejetant l'extension du SEQE au transport routier et aux bâtiments. *Plus d'information : [Ekonews](#), [Oenergetice](#), [Règlement 481/2024](#).*

À l'occasion du Conseil Environnement de l'UE du 17 décembre, Petr Hladík, ministre tchèque de l'Environnement, a plaidé pour le report d'un an de l'application du SEQE 2, insistant sur son impact social, en particulier sur les ménages vulnérables. *Plus d'information : communiqué du [MZZ](#).*

Énergie

- Plan national Energie-Climat

Le 18 décembre 2024, le **gouvernement tchèque a approuvé la mise à jour du Plan national énergie climat (PNEC)**, visant à respecter les engagements climatiques européens d'ici 2030 et 2050. Il prévoit d'atteindre 30,1 % d'énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie d'ici 2030 et 46 % d'ici 2050, tout en accroissant la part de l'énergie nucléaire à 44 % d'ici 2030, et 68 % d'ici 2040. Le gaz naturel, énergie de transition, sera progressivement remplacé par des gaz renouvelables. Sans nouvelle contrainte pour les entreprises, ce PNEC vise une réduction des émissions de 55 % d'ici 2030. Sa mise en œuvre pourrait entraîner une croissance de 2 points du PIB selon le ministre de l'Environnement. *Plus d'information : [MZZ](#) et [MPO](#) (1, 2), [Plan National Energie-Climat](#).*

- gaz

Le 19 décembre 2024, Gas Storage CZ, opérateur public des installations de stockage souterrain de gaz naturel, a **mis sur le marché des capacités de « stockage inversé »**, permettant aux négociants de réserver une capacité de stockage incluant du gaz déjà disponible. Lors des deux premières enchères organisées en décembre, la demande a dépassé sept fois l'offre, aboutissant à la réservation de 440 TWh de gaz. *Plus d'information : article [Oenergetice](#).*

- nucléaire

La Chambre des députés tchèque a adopté un amendement à la loi sur l'énergie atomique pour accélérer les autorisations de nouvelles centrales, incluant les petits réacteurs modulaires. Ce texte adapte la législation aux nouvelles technologies, introduit des consultations préalables et permet des dérogations. Par ailleurs, cet amendement propose l'abaissement à 120 CZK/MWh (4,8€/MWh) des redevances versées à l'Autorité de dépôt des déchets radioactifs. *Plus d'information : article [Ekonomicky Denik](#), [Presse parlementaire](#).*

- hydrogène

Le 18 décembre 2024, l'autorité régionale d'Ústí nad Labem a approuvé un projet d'investissement d'*Orlen Unipetrol* pour produire de l'hydrogène renouvelable à partir d'électricité de source photovoltaïque. Le projet, qui débutera en 2026 et devrait s'achever d'ici fin 2028, a pour objectif de produire environ 900 tonnes d'hydrogène renouvelable annuel. Les électrolyseurs seront installés à l'usine pétrochimique de Litvínov, et des centrales photovoltaïques seront situées sur des décharges de cendres à proximité. Le projet n'a pas nécessité d'évaluation d'impact environnemental. *Plus d'information : article [Oenergetice](#).*

- électricité

Un nouveau comparateur public et indépendant des prix de l'énergie sera lancé en 2025, conformément à l'amendement Lex RES III à la loi sur l'énergie, introduit par le Ministère de l'Industrie et du Commerce. Développé par l'Office de régulation de l'énergie (ERO) et financé par l'Agence technologique tchèque, cet outil offrira aux consommateurs une comparaison complète et transparente de toutes les offres du marché tchèque, facilitant ainsi leur choix de fournisseur. Plus d'information : communiqué du [MPO](#).

En 2025, **ČEZ Distribuce** investira un montant record de **19,7 Mds CZK (788 M€)** pour renforcer les réseaux de distribution en Tchéquie, dont 8,8 Mds CZK (352 M€) consacrés à la connexion de nouvelles sources d'énergies renouvelables, principalement photovoltaïques. En 2024, ČEZ Distribuce a raccordé au réseau 52 109 centrales photovoltaïques pour une capacité installée nouvelle de 605,5 MW. 92,5 % des centrales concernaient des micro-sources de moins de 10 kW en basse tension, principalement des installations résidentielles sur toiture. Plus d'information : communiqué de presse de [CEZ](#), article [Oenergetice](#).

- énergies renouvelables

La Chambre des députés a adopté l'amendement à la loi sur l'énergie (Lex RES III), transposant ainsi la [directive européenne 2018/2001](#). Cette réforme doit permettre de moderniser le marché électrique en facilitant le stockage, l'adaptation en temps réel de la production et de la consommation. Elle devrait également renforcer la protection des consommateurs en imposant un indice de couverture aux négociants en électricité et en gaz et des critères plus stricts pour l'octroi de licences. Toutefois, **la législation introduit également des mesures controversées, telles que l'introduction du contrôle ciblé de la rentabilité des installations photovoltaïques** de plus de 30 kWc mises en service entre 2009 et 2010. Le budget alloué aux énergies renouvelables en 2025 est fixé à 8,5 Mds CZK (340 M€), bien en deçà des 31,5 Mds CZK (1,26 Md€) initialement estimés. Plus d'information : communiqué du [MPO](#), site [Moderni energetika](#), [Presse parlementaire](#), article [Irozhlas.cz](#).

Le 18 décembre 2024, le gouvernement tchèque a approuvé un règlement favorisant le **soutien aux exploitants de sources d'énergies renouvelables** (éolien, petites centrales hydroélectriques, biométhane et biomasse). **Les subventions seront octroyées par tirage au sort sous forme de primes vertes** pour les installations de taille inférieure à 1 MW et **par enchères** pour celles de plus grande capacité. Ce soutien débutera en 2025 pour les projets de petite envergure et en 2028 pour les grandes installations. Plus d'information : communiqué du [MPO](#).

En 2024, la production des centrales solaires a atteint un niveau inédit de **3,9 TWh, soit une hausse de 1 TWh par rapport à 2023 (2,8 TWh)** selon les données transmises par ČEPS, l'exploitant du réseau de transport d'électricité tchèque. En 2024, l'ajout de nouvelles capacités solaires est estimé à 900 MW au total en Tchéquie. **Pour la première fois, les centrales solaires se classent troisième source d'électricité en Tchéquie, après le lignite et le nucléaire.** Près de 15% de cette production a été réalisée à des prix nuls ou négatifs, reflétant des déséquilibres sur le marché. Plus d'information : article [Oenergetice](#).

L'Etat tchèque devra verser environ 735 M CZK (29 M€) au groupe *Natland* à l'issue d'un arbitrage relatif à une taxe solaire imposée aux centrales photovoltaïques mises en service en 2009-2010. Initialement, le groupe d'investissement tchèque *Natland* réclamait 2,21 Mds CZK (88,4 M€), mais le tribunal arbitral n'a accordé 350 M CZK de dommages-intérêts, auxquels s'ajoutent 385 M CZK de frais de procédure et d'honoraires. La taxe, jugée contraire à la garantie de stabilité prévue par la loi sur le soutien aux énergies renouvelables, avait réduit la valeur des investissements. Malgré une tentative infructueuse d'annulation auprès d'un tribunal suisse, le ministère tchèque des Finances négocie actuellement avec *Natland*. Plus d'information : article [HN](#).

- biomasse et biogaz

Le Ministère de l'Industrie et du Commerce a lancé un appel à projets de soutien à la construction de production de chaleur et d'électricité à partir de biomasse. Cet appel, qui s'inscrit dans le cadre du programme "Technologies et applications pour la compétitivité" (PO TAK), offre une aide couvrant entre 30 et 65 % des coûts éligibles, compris entre 8 M CZK et 300 M CZK (entre 320 k et 12 M€). Les

demandes peuvent être soumises du 9 janvier 2025 au 9 janvier 2026. *Plus d'information : [MPO](#), [programme PO TAK](#).*

Biodiversité

- eau

Le Ministère de l'Environnement financera, dès début 2025, des projets de traitement des eaux usées dans les zones karstiques sensibles, notamment dans le karst de *Moravie* et le karst de *Bohême*, à travers un nouvel appel à subventions doté de 200 M CZK (8M€). Les subventions, couvrant jusqu'à 60 % des coûts pour l'intensification des stations d'épuration et 90 % pour la préparation de projets, imposeront des normes strictes de dépollution et des contrôles renforcés. *Plus d'information : communiqué du [MZP](#).*

- air

La Chambre des députés a adopté un amendement à la loi sur la protection de l'air, prévoyant la numérisation et le **contrôle renforcé des émissions industrielles**. À partir de 2026, 7 700 sources devront mesurer et transmettre en temps réel leurs émissions. Le texte prévoit aussi des mesures pour réduire la poussière sur les chantiers, une révision des zones à faibles émissions et l'ajustement à l'inflation des sanctions financières. Les municipalités auront davantage d'autorité pour gérer les situations de smog et réguler les activités industrielles. *Plus d'information : communiqué du [MZP](#).*

- flore

Le gouvernement a approuvé un amendement à la loi sur la protection de la nature, introduisant plusieurs mesures de conservation. Celles-ci incluent une meilleure protection des arbres menacés par la construction, la révision du système de protection des espèces menacées, et des actions pour protéger les pollinisateurs et réduire la pollution lumineuse. La modification établit trois catégories de protection des espèces et facilite la gestion des terres pour les agriculteurs. De plus, le projet inclut la déclaration du parc national de *Křivoklátsko* en *Bohême centrale*, qui devrait être créé en 2026. *Plus d'information : communiqué du [MZP](#).*

- faune

Le gouvernement tchèque a approuvé la création, dès janvier 2025, d'une zone de protection spéciale des oiseaux (ZPS) des monts *Métallifères de l'Ouest*, intégrée au réseau *Natura 2000*, afin de protéger deux espèces menacées : le tétras-lyre et la chouette boréale. La délimitation de la zone permettra une gestion renforcée de leurs habitats et favorisera la coopération avec la Saxe voisine. Elle n'affectera pas le développement urbain. *Plus d'information : [MZP](#), [Règlement 383/2024](#).*

Transport et infrastructures

- ferroviaire

Renforcement de la connectivité avec la Pologne par les LGV : Le gestionnaire ferroviaire *Správa železnic* a lancé un appel d'offres d'une valeur de 3,28 M€ pour l'élaboration d'une étude de design préliminaire (EIE, permis d'aménagement) pour un tronçon LGV reliant à terme la capitale de la région Moravie-Silésie, Ostrava, à la frontière polonaise. De la frontière tchèque à la ville de Katowice en Pologne, le projet est piloté par les entreprises coréennes *Korea National Railway* et *Dohwa Engineering*.

Trains chinois : l'opérateur privé tchèque **RegioJet** a reçu livraison de la dernière des trois automotrices électriques chinoises *Sirius* commandées au géant industriel chinois *CRRC Zhuzhou*. Elles sont déployées sur la ligne régionale Kolín - Ústí nad Labem dès janvier 2025. Le fabricant chinois a obtenu l'homologation de ses trains pour une exploitation sur les chemins de fer tchèques en octobre 2024, après cinq années de tests. Les trains sont équipés d'unités ETCS chinoises certifiées.

Le propriétaire de **RegioJet**, Radim Jančura, a admis que ses déclarations antérieures concernant la possible vente de son entreprise étaient une regrettable erreur. Il a démenti l'information reprise par les médias selon laquelle il cherchait des investisseurs pour soutenir la croissance de *RegioJet* (parmi

les opérateurs intéressés avaient été mentionnés : *SNCF, OBB, Flixbus* et *FS Italiane Group*). La vente du groupe (*RegioJet, Student Agency*) n'interviendra pas selon lui avant dix ans.

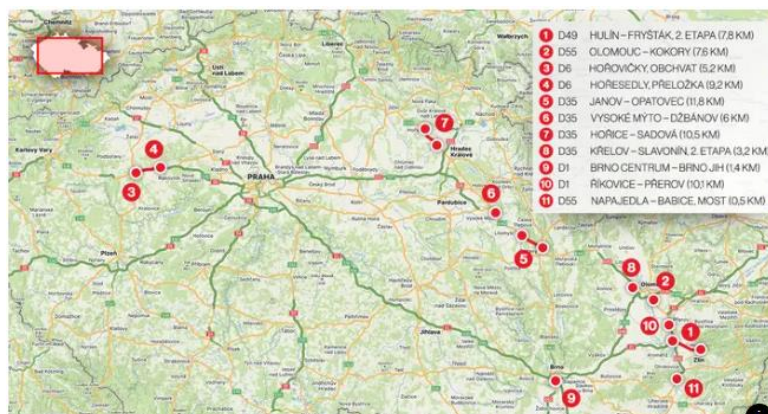
RegioJet classé deuxième meilleur transporteur ferroviaire en Europe : l'opérateur a gagné la 2^{ème} place des meilleurs opérateurs ferroviaires de passagers en Europe dans le classement des 27 plus grandes compagnies, établi par l'association Transport & Environnement. L'opérateur excelle notamment dans les catégories « tarifs » et « expérience voyageur » (confort des passagers). En revanche, il affiche une note basse pour sa politique en termes de transport de vélos. L'opérateur national *České dráhy* s'est positionné en 5^{ème} place.

Le leader du secteur du fret ferroviaire, ČD Cargo, a annoncé le licenciement de 6% du personnel (420 employés) en raison d'un déclin d'activité, notamment dans le transport de charbon et de bois (fin de la calamité du scolyte). Au premier semestre 2024, le groupe a transporté au total 28,1 Mt de marchandises, en baisse de 9% en g.a. Des changements structurels dans le secteur de l'énergie, les problèmes de l'industrie métallurgique, ainsi que la récession de l'industrie européenne ces dernières années sont, selon l'opérateur, à l'origine du déclin continu de ses activités.

Le site tchèque d'Alstom à Česká Lípa réalisera une partie de la commande d'une valeur de près de 520 M€, confiée par SNCF Voyageurs à Alstom, pour la fourniture de 35 rames RER NG de la ligne E du RER d'Île-de-France Mobilités. L'usine tchèque assurera la soudure des structures brutes des voitures insérées, notamment les flancs, les toits, les façades et les planchers.

- routier

La Direction des routes et des autoroutes *ŘSD* prévoit d'ouvrir en 2025 près de 80 km de nouvelles voies autoroutières, après le record de 111 km en 2024. Il s'agit de tronçons sur les autoroutes D35 (au nord du pays reliant la Bohême et la Moravie - 31,4 km), D1 (en Moravie - 11,5 km), D6 (en Bohême centrale - 14,4 km), D49 (en Moravie de Nord - 7,5km) et D55 (en Moravie de Nord - 8,1 km) – en rouge sur la carte ci-dessous. L'objectif des autorités tchèques est d'achever le réseau d'ici 2033 avec plus de 2 000 km d'autoroutes contre 1 499 km actuellement. Mi-2025, *ŘSD* prévoit d'augmenter, dans le cadre d'un projet pilote, la vitesse maximale autorisée de 130 à 150km/h sur 50 km de l'autoroute D3 (Prague - České Budějovice). Un modèle similaire est aussi envisagé (dans les conditions optimales) sur les autoroutes D11 (Prague- Olomouc) et D1 (Prague-Brno-Ostrava).



- aérien

En 2024, l'aéroport de Prague a accueilli 16,4 M de passagers, en hausse de 19 % par rapport à 2023 mais toujours en dessous du record pré-pandémique de 2019 (17,8 M). En 2025, trois nouvelles destinations seront desservies : Abu Dhabi (*Etihad Airways*), Séoul (*Asiana Airlines*) et Toronto (*Air Canada*). En revanche, l'aéroport n'a pas réussi à rétablir les liaisons vers Shanghai, Chengdu, New York, Montréal, Newark et Philadelphie. La priorité de l'aéroport en 2025 est d'obtenir une liaison vers Hanoi.

- urbain

Automatisation du métro de Prague : Dans le cadre de l'appel d'offres concernant l'automatisation des lignes C et D du métro de Prague, d'une valeur de 3,4 Mds€, seuls deux candidats - *ALSTOM* et *SIEMENS Mobility* - participeront au dialogue compétitif. Le marché comprend trois volets : (i) l'automatisation de la ligne C, (ii) l'achat de 68 rames automatiques, dont 52 pour la ligne C et 16

pour la future ligne D en chantier, et (iii) la maintenance des nouvelles rames pendant 35 ans. Le contrat avec le fournisseur devrait être signé en octobre 2025.

La ville de Prague et la région de Bohême centrale ont approuvé le lancement courant janvier 2025 d'un appel d'offres relatif à l'exploitation pour une durée de 30 ans de trains électriques à partir de décembre 2029, date de fin du contrat actuel avec l'opérateur national *České dráhy*. Le contrat, d'une valeur de 142 Mds CZK (5,68 Mds€), prévoit l'achat par l'opérateur retenu de 60 nouveaux trains électriques EMU 400, avec une option pour 6 trains supplémentaires en cas d'utilisation accrue par les passagers. Le contrat prévoit également la possibilité d'acheter jusqu'à 67 trains supplémentaires pendant la durée de 30 ans du contrat.

Fonds européens

Le Ministère de l'Environnement a annoncé un appel à projets doté de 800 M CZK (~32 M€) pour la région d'*Ústí nad Labem* dans le cadre du programme opérationnel pour une transition juste. Ce financement vise à : renforcer les capacités de recherche, améliorer les équipements scientifiques et soutenir des projets axés sur les énergies à faibles émissions ou circulaires, et ce afin d'accompagner la transition des régions charbonnières. Les projets peuvent bénéficier d'un soutien financier allant jusqu'à 350 M CZK (14 M€), avec une couverture maximale de 85 % des coûts. Les candidatures seront acceptées du 31 janvier au 1^{er} septembre 2025 pour des projets à finaliser d'ici 2028. *Plus d'information : communiqué du [MZIP](#).*

En 2024, plus de 50 candidatures tchèques ont été soumises pour les appels nationaux du programme européen *LIFE* de financement de projets relatifs à la nature, à l'environnement au climat et à l'énergie propre. Le budget total du programme est de 100 M CZK (4 M€). À ce jour, 13 projets principaux et 19 partenaires ont reçu une promesse de cofinancement. De plus, l'appel *LIFE Partner*, doté de 20 M CZK (800k€), accompagne les projets tchèques impliqués en tant que partenaires dans des initiatives LIFE européennes. Le sous-programme « *Transition vers une énergie propre* » a également alloué 7 M CZK (280k€) à des projets pertinents. *Plus d'information : communiqué du [MZIP](#).*

SLOVAQUIE

Énergie

Le ministère des Finances considère différentes mesures pour le secteur énergétique, avec un potentiel de revenus supplémentaires à hauteur de 155–223 M€/ an. Concernant les dépenses du secteur (potentiel d'économies entre 37 et 45M€), **le ministère conseille : i) d'optimiser la fourniture d'énergie à l'administration publique, ii) de baisser la subvention à la fermeture des mines, iii) de changer le financement du Régulateur.** Quant aux recettes (potentiel de 118–178 M€ supplémentaires), le ministère recommande de se focaliser sur les recettes fiscales en supprimant certaines exonérations accordées aux ménages et énergies renouvelables, et en indexant les droits d'accises sur l'électricité, le gaz et le charbon car, sous l'effet de l'inflation, ces droits d'accises ont considérablement baissé.

Fin décembre, les Forces armées ont lancé l'opération « Iron Stream ». Par cette opération, l'Armée a initié la protection préventive des infrastructures critiques – plus que 80 installations et bâtiments sur les gazoducs et oléoducs.

Le 13 décembre, lors du conseil des ministres, **le gouvernement a approuvé la reconduction pour 2025 du bouclier tarifaire pour les ménages.** Selon la ministre de l'Économie, Denisa Sakova, le bouclier devrait coûter 235 M€. Par rapport à l'année 2024 (1,25 Mds€), les coûts de ce bouclier sont moindres puisque les prix énergétiques ont également baissé sur les marchés mondiaux. Néanmoins, **sans le bouclier tarifaire, le prix du gaz aurait augmenté de 30 %** pour les ménages qui l'utilisent pour l'eau chaude et le chauffage (soit +455€/an/ménage dans une maison) **et le prix du chauffage dans les réseaux de chaleur urbains de 40 %** (soit +360€/an / ménage dans un appartement). Les sociétés publiques SPP (pour le gaz) et Teplarensky holding (pour six centrales de chauffage) n'obtiendront pas de compensation et prendront à leur charge le coût de cette mesure. Les subventions pour maintenir le prix du gaz au même prix qu'en 2024 devraient coûter 175 M€ et pour la chaleur 112 M€. Pour mémoire, le prix de l'électricité est maintenu à hauteur de 61,21€/MWh hors taxes et prélèvements suite à un accord entre le gouvernement et le principal électricien du pays, *Slovenské elektrarne*, annoncé en novembre.

Electricité

Le 18 décembre, le groupe tchèque EPH a annoncé avoir signé un accord avec le groupe italien ENEL pour l'acquisition des 50 % d'actions détenues par ce dernier au sein de la société *Slovak Power Holding* (SPH). Désormais, SPH détient 66 % des actions du principal électricien du pays, *Slovenské elektrárne*, tandis que les 34 % restants sont contrôlés par l'État slovaque. Cet accord s'inscrit dans le cadre de deux précédents accords, signés en 2015 et 2020, qui prévoyaient l'acquisition progressive de SPH par EPH. Pour rappel, ENEL est entré au capital de *Slovenské elektrárne* en 2002 et EPH dans SPH en 2016. Les autorités slovaques ne se sont pas encore prononcées sur cette opération. *En savoir plus [ici](#).*

Après son adhésion mi-novembre à la plateforme internationale Picasso (*Platform for the International Coordination of Automated Frequency Restoration and Stable System Operation*), le Réseau de transmission électrique slovaque SEPS a également adhéré à la plateforme MARI (*Manually Activated Reserves Initiative*) – projet européen pour la création d'une plateforme paneuropéenne pour l'échange de réserve de régulation énergétique avec activation manuelle.

La société de distribution d'électricité en Slovaquie occidentale *Zapadoslovenska distribucna* a réalisé des investissements à hauteur de 154 M€ en 2024 pour développer et moderniser son réseau de distribution.

Nucléaire

Début décembre, *Slovenske elektrarne* a commencé la deuxième étape des essais non-actifs sur le quatrième réacteur en construction à Mochovce. Il s'agit d'un essai hydraulique à froid dont le principal but est de prouver la qualité, l'étanchéité et la fonctionnalité des systèmes et des installations dont aussi la cuve de pression du réacteur, des tuyaux, des pompes et des soupapes.

Transports

- transport routier

Mi-décembre, le ministère de l'Environnement a délivré son autorisation environnementale pour la construction d'un tunnel sous les Petites Carpathes à Bratislava. Ce tronçon avec un tunnel de 12 km devrait relier l'autoroute D4 du sud-est avec l'autoroute D2 en direction vers la Tchéquie. La valeur de ce marché est située aux alentours de 1,5 Md€. Les travaux de construction sont planifiés à partir de 2029. Le ministère de l'Environnement a émis 150 observations à respecter lors de la réalisation des travaux de construction. Le ministère des Finances s'interroge sur l'utilité de ce projet pour le transport durable dans la capitale, priorisant d'autres mesures.

- transport ferroviaire

Le gestionnaire public des infrastructures ferroviaires, *Železnice Slovenskej republiky* (ZSR), prévoit un large programme d'investissement en 2025, sur financements nationaux et européens, à hauteur de 652 M€. Les travaux de modernisation concerneraient sept secteurs à travers le pays dont le principalement Bratislava–Trnava–Leopoldov.

La société publique chargée du transport de passagers, *Železnícna spoločnosť Slovensko* (ZSSK) a signé fin novembre un contrat avec la société *Rolling Stock Leas* concernant la location de 15 locomotives Siemens Vectron MS. Le contrat de location de dix ans s'élève à 277,8 M€ hors TVA.

Le 16 décembre, la société ZSSK a lancé un appel d'offres concernant l'installation d'équipements de sécurité ETCS (*European train control system*) dans ses trains Push-Pull RV 951 (10 trains) et EJ 671 (9 trains). La valeur estimée de ce marché est de 21,1 M€ et la date limite de réception des offres est fixée au 22 janvier. *Plus d'information : <https://ted.europa.eu/fr/notice/-/detail/766522-2024>*

La société ferroviaire publique chargée du transport de marchandises, *Železnícna spoločnosť Cargo Slovakia*, souhaite que la modernisation du centre de transbordement situé à Cierna nad Tisou (est du pays, à proximité de la frontière ukrainienne) figure parmi les projets d'investissement stratégique. En effet, Cargo y prévoit un large investissement dont par exemple l'installation des équipements pour manipulation des produits agricoles poudreux. L'investissement devrait également augmenter la capacité de transbordement entre les fournisseurs européens et ukrainiens. Les coûts de ce projet

sont évalués à 84,7 M€ dont 85 % devraient être financés par le Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (CEF). Le projet devrait se réaliser lors des années 2025-2029.

Environnement

Le transport est le seul secteur dont les émissions de gaz à effet de serre continuent d'augmenter. Ce secteur est responsable de **18 % de toutes les émissions**, dont **97 % proviennent du transport routier**. En 2023, la Slovaquie comptait **3,3 millions de véhicules**, répartis comme suit : **2,65 millions de véhicules particuliers**, **287 000 poids lourds** et **194 000 motocycles**. L'âge moyen des véhicules ne cesse de croître, atteignant **13,7 ans en 2023**, avec une moyenne de **15,4 ans pour les véhicules détenus par des particuliers** et de **6,9 ans pour ceux appartenant aux entreprises**. Au niveau européen, la Slovaquie est devenue en 2023 le pays avec les émissions des nouvelles voitures les plus élevées. En effet, les émissions moyennes y étaient de **138 g de CO₂/km par véhicule**, contre une moyenne européenne de **108 g de CO₂/km**. Le verdissement du parc automobile progresse plus lentement en Slovaquie que dans le reste de l'Europe. Entre **2019 et 2023**, les émissions des nouvelles voitures y ont diminué de seulement **17 g de CO₂/km**, alors que la moyenne européenne affichait une baisse de **40 g de CO₂/km** sur la même période. Enfin, l'essence reste le principal combustible utilisé par les nouveaux véhicules, représentant **47,5 %** des immatriculations, suivie par les véhicules hybrides (**27,6 %**) et les diesels (**17,6 %**).

Le 16 décembre, la Commission européenne a décidé de saisir la Cour de Justice d'un recours contre la Slovaquie au motif qu'elle ne procédait pas à un traitement adéquat des eaux résiduaires. La Commission a constaté un manquement aux obligations concernant la collecte et le traitement des eaux prévus par la directive relative au traitement des eaux urbaines résiduaires. Cette procédure vise 25 agglomérations slovaques dont 17 pour lesquelles la Slovaquie n'effectue pas de traitement secondaire avant le rejet des eaux et 9 pour lesquelles les eaux usées qui entrent dans le système ne font pas l'objet d'un traitement biologique supplémentaire. En savoir plus [ici](#).

Fin décembre, le ministère de l'Environnement a accordé un large **soutien financier aux entreprises slovaques les plus énergivores**. Le montant total s'élève à 58 M€ et provient du Fonds environnemental. La compensation sera distribuée à neuf entreprises industrielles dont notamment Mondi SCP (32 M€, industrie du papier), Slovnaft (raffinerie) et Fortischem (produits chimiques).

LITUANIE

Nominations

A l'issue des élections législatives, la composition du nouveau gouvernement a été annoncée le 12 décembre. **Zygmantas Vaiciunas** (Union Démocrates pour la Lituanie), devient **ministre de l'Energie**. **Eugenijus Sabutis** (parti Socialdémocrate) devient **ministre des Transports**, tandis que **Povilas Poderskis** a été choisi comme **ministre de l'Environnement** (technicien délégué par le parti populiste « l'Aube de Nemunas »).

Energie

Depuis le 6 décembre, le FSRU de Klaipėda est la propriété de KN Energies et de la Lituanie. Cette Unité Flottante de Stockage et de regazéification avait été installée en 2014 et était propriété de Höegh Evi. Il est prévu que l'unité soit opérationnelle jusqu'au 31 décembre 2044. Le transfert de propriété à l'État souligne l'engagement à long terme de la Lituanie à maintenir cet actif essentiel.

Infrastructures électriques

L'opérateur de réseau électrique lituanien, *Litgrid*, a annoncé la construction d'une nouvelle ligne de 50 km environ de transmission d'électricité dans les districts d'Alytus et de Varėna. La construction de cette ligne d'une capacité de transport de 110 kV participera au renforcement du réseau électrique lituanien et à l'acheminement de l'énergie.

Énergies renouvelables

L'agence de gestion de projets environnementaux (APVA) va piloter et financer un **projet d'installation de batteries de stockage d'électricité à haute capacité doté de 102 M€**. Il s'adresse aux personnes morales et s'inscrit dans un plan plus large de l'État de soutien à l'installation d'infrastructure de stockage d'électricité. Les batteries à haute capacité devront permettre de

faciliter le développement des énergies renouvelables en Lituanie et limiter les risques qui sont liés à leur intermittence. Le projet vise d'ici 2028 une augmentation de la capacité de stockage d'électricité de 800 MWh. L'aide pourra atteindre jusqu'à 30% du coût de l'installation d'un équipement de stockage d'une capacité supérieure à 15 MWh, connecté directement au réseau de transmission ou à des unités de production d'électricité reliées au réseau de transmission. Le 30 décembre, l'Etat lituanien a publié un appel à manifestation d'intérêt pour des aides à l'installation d'équipements de stockage d'électricité d'une capacité de maximum 500 kWh destiné aux personnes de droit privé, entreprises et agriculteurs. Les TPE-PME lituaniennes pourront bénéficier d'une aide équivalente à 40% du coût de l'installation de ces équipements. Le montant total de l'aide accordée par l'Etat est de 1 M€, financés par le PNRR lituanien.

Depuis le 19 décembre, les personnes morales peuvent candidater à une **aide pour l'installation de centrales solaires d'une capacité de production allant jusqu'à 500 kWh**. Au total, le montant cumulé des aides accordées par l'Etat dans ce cadre s'élèvera à 71 M€ ; ce programme est alimenté par les fonds du PNRR. Le montant de l'aide pourra s'élever à 35% de l'investissement pour les entreprises et les agriculteurs et à 45% pour les associations.

Le 4 décembre, des représentants des États-Unis et de la Lituanie se sont rencontrés pour discuter de la coopération en matière d'énergie nucléaire dans le cadre du programme de coopération *US FIRST*. Ce programme vise à renforcer les capacités des institutions lituaniennes dans des domaines tels que la sécurité nucléaire, la gestion des déchets radioactifs et le démantèlement des installations. L'accord intergouvernemental signé récemment entre les deux pays ouvre la voie à cette collaboration. Le programme FIRST, coordonné par le Département d'État américain, implique également des experts d'autres pays comme le Canada, le Royaume-Uni, le Japon et la Corée du Sud.

Transport

- secteur routier

4,5 M€ de financement européen ont été accordés pour améliorer le secteur routier et promouvoir les alternatives de transport vert. Deux ordres de financements pour la reconstruction de routes nationales et la promotion de carburants alternatifs ont ainsi été signés par le ministre des transports et des communications. 4 M€ d'investissements sont prévus pour la construction d'une piste cyclable et piétonne le long du tronçon de l'autoroute entre Šiauliai et Palanga et à la création d'un chemin le long de la route Vilnius-Prienai-Marijampolė. Par ailleurs, un financement a été prévu pour un projet visant à encourager le remplacement des véhicules lourds polluants par des véhicules au biogaz.

- ferroviaire

Litgrid, opérateur lituanien du système de transmission d'électricité, a signé des contrats pour la conception et la construction des postes de commutation de 110 kV des sous-stations de traction Linkaičiai et Tarvainiai, dans le cadre du **projet d'importance nationale d'électrification ferroviaire Vilnius-Klaipėda** développé par LTG Infra. Ces sous-stations fourniront de l'électricité aux trains électriques et seront reliées au réseau de transmission de Litgrid. Les contrats, d'une valeur de 3,5 M€ pour Linkaičiai et 3,3 M€ pour Tarvainiai, ont été attribués à l'entreprise Tetras. Ce projet comprend la construction de six sous-stations de traction et la mise en place d'un réseau électrifié de 363 km.

Dans la continuité du projet d'électrification du réseau ferroviaire lituanien, l'entreprise de fret ferroviaire LTG Cargo a acheté 17 locomotives électriques. Les nouvelles locomotives seront plus efficaces que les locomotives diesel, nécessiteront moins de réparations et consommeront moins d'énergie en rapport au poids des marchandises transportées. La première livraison des locomotives est prévue pour début 2027. Ce projet contribuera à électrifier près de 28 % des voies ferrées du pays, réduisant ainsi les émissions de CO₂ de 150 000 t/an. Cet investissement s'élève à 116 M€.

LTG Link, la compagnie de transport ferroviaire lituanienne, se coordonne avec ses homologues letton et estonien (respectivement Vivi et Elron) afin de parvenir à offrir une possibilité pour **relier en train Vilnius à Tallinn, via Riga**. Il est en effet actuellement impossible de voyager en train entre les deux villes dans l'espace d'une journée. Le trajet sera divisé en trois tronçons séparés par deux escales. LTG Link opérera le tronçon entre Vilnius et Riga, Vivi celui entre Riga et Valga et Elron celui entre Valga et Tallin. A partir du 6 janvier 2025, la coordination des horaires des trains circulant sur ces tronçons devra permettre une connexion complète entre les trois capitales baltes.

LTG Cargo a fait l'acquisition de 200 nouveaux semi-wagons pour le transport de marchandises en vrac. Ces wagons, destinés principalement au transport de matériaux de construction comme la

dolomite et le granit, seront livrés entre février et avril 2025. Cet investissement, d'un montant de 12,7 M€, permettra à LTG Cargo d'augmenter son volume de transport de 0,7 Mt. En 2023, les matériaux de construction représentaient déjà 21 % du volume total transporté par rail. Cette acquisition s'inscrit dans un développement de la flotte de wagon de LTG Cargo qui comprend déjà plus de 6000 unités.

- maritime

Les postes d'amarrage des ferries du port de Klaipėda seront électrifiés afin de réduire l'impact de son activité sur l'environnement. Les navires faisant escale dans le port seront dès lors alimentés depuis la terre avec de l'électricité et n'auront ainsi pas à utiliser de carburant pendant ce temps. L'ensemble du **projet d'électrification des quais du port de Klaipėda** devrait être achevé en 2028. Son coût total devrait s'élever à 11 M€, dont 8,6 M€ proviendront de l'instrument *Connecting Europe Facility* dans le cadre financier pluriannuel 2021-2027.

La barre du million d'EVP (conteneurs normalisés) a été franchie dans le port de Klaipėda en 2024, pour la troisième année consécutive. Un peu plus d'1,2 M d'EVP de marchandises a ainsi transité par le port durant cette année, en faisant de **Klaipėda l'un des ports les plus performants de la côte orientale de la mer baltique**. Cette bonne performance depuis 2022 est notamment due aux différents investissements réalisés dans les infrastructures portuaires, notamment l'approfondissement du chenal en 2023. En outre, l'intégration du port de Klaipėda dans des routes maritimes supplémentaires et une réduction de 100% sur les frais de tonnages pour les marchandises en transbordement ont également participé à l'augmentation de l'activité du port.

- aérien

Le nombre de passagers des aéroports de Vilnius, Kaunas et Palanga, dont la gestion est assurée par l'entreprise *Lithuanian airports* (LTOU), a connu une augmentation de 10% en 2024 par rapport à 2023. Les flux de passagers ont cru de 9% à l'aéroport de Vilnius, 10% à celui de Kaunas et 23% à celui de Palanga en glissement annuel en 2024. Cette augmentation a principalement été permise par une augmentation des liaisons avec les grandes villes allemandes.

- transports en commun.

Dans une étude de faisabilité, commandée par la municipalité de Kaunas, la création d'une ligne de tramway serait un moyen efficace pour réduire la circulation automobile en ville. L'entreprise locale *Smart Continent LT*, qui a réalisé l'étude, considère que ce serait la solution la mieux adaptée pour la ville. Kaunas serait, dès lors, la première ville lituanienne bénéficiant d'un tramway. Selon les estimations, le coût de ce projet pourrait s'élever à 250 M€ et pourrait aboutir à l'horizon 2030-2032.

LETONIE

Énergie

Le gouvernement letton a décidé de **prolonger jusqu'au 31 décembre 2029 le dispositif d'aide financière de l'Etat aux particuliers pour l'installation de panneaux solaires, de pompes à chaleur, de générateurs éoliens, de collecteurs solaires, de chaudières à biomasse, ainsi que de systèmes de stockage d'énergie**. Selon le ministère letton du Climat et de l'énergie, depuis le lancement du programme de soutien en 2021, environ 13 000 installations d'énergie renouvelable ont été déjà déployées en Lettonie pour un montant total de 42 M€. Grâce à ce programme de soutien, environ 11 000 nouveaux projets devraient être mis en œuvre, réduisant les émissions de GES de 69 000 t_{eq}CO₂.

Afin de promouvoir l'utilisation des sources d'énergies renouvelables, le gouvernement letton a approuvé un **programme de soutien à la production et au transport de biométhane**. Le financement sera accordé pour l'achat d'équipements de développement et de production de biométhane, d'un système de transport à base de biométhane, ainsi que pour le développement d'infrastructures pour le transport et le réapprovisionnement en biométhane. Le financement total du programme, qui sera ouvert à partir du deuxième trimestre 2025 jusqu'au 31 décembre 2029, s'élève à 21,5M€, dont 85 % proviennent du Fonds de cohésion de l'UE.

Le gestionnaire du réseau de transport d'électricité *Augstsprieguma tīkls* (AST) a obtenu un financement de 80 M€ auprès de la banque Luminor pour mettre en œuvre des projets d'infrastructure visant à renforcer la sécurité du système énergétique national. Il est prévu de

moderniser les réseaux de transport de 330 kV et de 110 kV, de remplacer plus de 2 500 pylônes électriques, près de 60 transformateurs et de reconstruire 27 sous-stations.

Transport et infrastructure

Le 17 décembre 2024, le **gouvernement letton a décidé d'investir 46,8 M€ dans le capital de l'entreprise ferroviaire publique *Latvijas dzelzceļš* (LDz), pour garantir le paiement de la dette** des cotisations obligatoires de sécurité sociale et de compenser les pertes des recettes provoquées par la baisse significative de l'activité ferroviaire. Malgré les mesures de réduction des coûts déjà mises en œuvre, qui ont permis à LDz de réaliser des bénéfices au début de l'année 2022, l'invasion russe en Ukraine ainsi que l'inflation et l'augmentation du coût de la main-d'œuvre, ont eu un impact négatif sur les résultats de l'entreprise. Il est à noter que depuis 2020, L'État letton a investi déjà 95,6 M€ pour stabiliser la situation financière de LDz.

ESTONIE

Energie

La fin d'année aura été marquée par le doublement de la production d'énergie renouvelable par rapport à 2023 et une nouvelle panne d'un câble en mer Baltique.

Le producteur estonien d'énergie renouvelable Enefit Green a produit 226,2 GWhs d'électricité en novembre dernier, soit deux fois plus qu'en novembre 2023. La production a été principalement portée par de nouveaux parcs éoliens (+132% de production par rapport à 2023) et solaires (+50%) en Estonie, en Lituanie, en Finlande et en Pologne. De fait, les prix moyens de l'électricité étaient légèrement inférieurs en Estonie à ceux de l'année passée, durant les derniers mois.

Néanmoins, malgré l'augmentation de la capacité de production d'énergies renouvelables, les multiples incidents survenus depuis plus d'un an en mer Baltique, et notamment les dommages causés au gazoduc BalticConnector et aux câbles reliant la Finlande à l'Allemagne et la Lituanie à la Suède, placent la sécurité des interconnexions et approvisionnements au cœur des préoccupations du gouvernement estonien.

Ces incidents, dont l'exemple le plus récent est la rupture du câble Estlink 2 (reliant l'Estonie à la Finlande) fin décembre, ont également un impact sur les prix de l'électricité. D'après les premières estimations, la perte de la capacité de 650 MW d'Estlink 2 pourrait augmenter le prix de l'électricité de 1,4 c€/kWh, jusqu'à la réparation du câble, prévue aux environs de juillet 2025.

Afin d'assurer la sécurité de l'approvisionnement énergétique à des prix abordables, les partis d'opposition exhortent le gouvernement à **reconsidérer la question de la sortie du schiste bitumineux, source d'énergie polluante qui constitue encore près de 55% du mix du pays.** L'accord de coalition actuel prévoit, en effet, l'arrêt de la production d'électricité à partir de schiste bitumineux en Estonie d'ici 2035 et celui de son utilisation dans l'ensemble du secteur de l'énergie d'ici 2040.

Emissions

Le marché du carbone ETS a rapporté 44,6 M€ de plus qu'en 2023 à l'Estonie, soit 402,6 M€. Le marché du carbone avait, pourtant, connu un effondrement sans précédent au début de l'année 2024. Le prix des quotas d'émission de CO₂ avait chuté de moitié passant de 90-100 € à 50-60 €/t. En outre, avant 2024, la moitié de ces revenus devait être consacrée à la réalisation des objectifs climatiques, tandis que l'autre moitié pouvait être allouée aux caisses de l'État. **Désormais la totalité des revenus doit être consacrée à la transition verte.**

Ainsi, la moitié du montant est allouée à la construction de Rail Baltica, le projet européen de construction de ligne ferroviaire à grande vitesse entre les trois Baltes. Parmi les autres investissements prévus, on retrouve le développement des tronçons d'autoroute Pärnu-Tallinn et la contribution de 2 M€ à la liaison ferroviaire Tartu-Riga. Le gouvernement continuera aussi d'appuyer la rénovation des logements en milieu rural. Pour ce faire, 50 M€ provenant du système ETS seront alloués à l'amélioration de l'efficacité énergétique des habitations.

Par ailleurs, 74 M€ seront alloués à la construction de nouvelles connexions et à la modernisation des réseaux. Il est, par exemple, prévu de connecter le parc offshore du golfe de Riga au réseau estonien et d'établir une quatrième liaison électrique entre l'Estonie et la Lettonie. Les deux projets

devraient coûter environ 1,5 M€. En outre, le lancement de plans spéciaux, à hauteur de 1 M€, pour le projet Estlink 3 (entre l'Estonie à la Finlande), a également été évoqué.

Au cours des 3 prochaines années, 17,1 M€ seront alloués à la conservation et au développement de la biodiversité. Les priorités comprennent la préservation des espèces et des habitats protégés et la restauration des tourbières, des rivières, des côtes et des forêts.

Finalement, à partir de cette année, le système d'échange de quotas de CO₂ sera étendu au secteur maritime, sous la forme ETS2 (pleinement opérationnel en 2027). Pour atténuer l'impact de ce nouveau système, une aide publique de 25 M€ sera lancée pour réduire les émissions de CO₂ et soutenir les technologies vertes dans le secteur maritime. 50 M€ et 7 M€ seront alloués respectivement au développement du biométhane et de l'hydrogène vert.

Transports

(Re)lancement de la liaison ferroviaire Tallinn-Vilnius : En novembre dernier, les sociétés de transport ferroviaire d'Estonie, de Lituanie et de Lettonie ont conclu un accord sur l'harmonisation des horaires afin de faciliter les voyages entre les trois pays. Cette liaison ferroviaire n'existait plus depuis près de 30 ans, il faut remonter en 1998 avec Baltic Express pour voyager directement en Lettonie et en Lituanie depuis Tallinn. La liaison est particulièrement importante pour le sud de l'Estonie, car elle améliorera considérablement les connexions de la région avec les deux autres pays baltes. En Estonie, les liaisons sont assurées par l'opérateur Elron. Grâce à cette liaison, lancée le 7 janvier, les voyageurs peuvent désormais rejoindre Vilnius depuis Tallinn en 10,5h de trajet et deux correspondances.

La société Ignitis va installer 172 bornes de recharge pour véhicules électriques en Estonie. Ignitis, une société lituanienne opérant dans le secteur des énergies renouvelables, a conclu un partenariat avec le détaillant Maxima pour développer un réseau de recharge pour les véhicules électriques. Le réseau Ignitis installera 172 bornes de recharge pour véhicules électriques sur les parkings de 41 magasins Maxima à travers l'Estonie. Les premières bornes devraient être opérationnelles d'ici début 2025.

En 2024, il existait 911 points de recharges publiques dans le pays, d'après l'European Alternative Fuels Observatory, un organe de la Commission Européenne. A titre de comparaison, la Lettonie en possédait 1 020 et la Lituanie 2 222, tandis que la moyenne européenne s'élevait à 29 450. D'ici 2028, Ignitis prévoit d'installer environ 700 bornes de recharge supplémentaires en Estonie.

Agenda

1^{er} janvier– 30 juin 2025	Présidence polonaise du conseil de l'UE - voir le programme
14-15 janvier 2025	Storage Energy Summit , à Nadarzyn
30-31 janvier 2025	Conférence “The European way of growth: a growth policy for a secure, resilient and globally competitive European Union” , à Cracovie
19 février 2025	Forum de la Sécurité Routière , à Varsovie
18-19 mars 2025	Baltic Nuclear Energy Forum , à Gdańsk
26-27 mars 2025	Forum FRACHT - transport intermodal à Sopot
8-10 avril 2025	Central European Hydrogen Technology Forum , à Poznań

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[Trésor-International](#) | [Direction générale du Trésor](#)

Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie

Rédaction : SER de Varsovie, SE de Budapest, SE de Prague, SE de Bratislava, SE de Riga et ses antennes de Vilnius et Tallinn

Abonnez-vous : noemie.piaskowski@dgtresor.gouv.fr